



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
PIC de
Lille

le 18 mars 2024

SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : MÊMES ATTAQUES, MÊME COMBAT

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement

accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

On n'a pas de sous, mais on a du chocolat

Enfin, La Poste répond à nos revendications ! A force de nous entendre dire que nos salaires sont trop faibles pour nous nourrir correctement, la boîte a sorti les grands moyens. Pendant le dernier moment de convivialité, elle nous a offert... trois œufs en chocolat !

Le compte n'y est pas

Plusieurs collègues viennent d'être embauchés en CDI à la PIC... Et beaucoup d'autres qui avaient candidaté, intérimaires, CDD, contrats pros, ont été laissés sur la touche. Tous pour des prétextes différents, et alors que tous sont nécessaires au fonctionnement de l'usine. Embauchés ou pas, il va falloir continuer de se battre pour que tout le monde ait un CDI.

Plus d'un siècle de lutte pour le droit des femmes

La boîte a organisé un quizz sur le 8 mars. L'occasion pour nous de rappeler que cette journée de lutte féministe tire ses origines du mouvement ouvrier socialiste. En 1910, la militante allemande Clara Zetkin fait voter par la IIe internationale le principe d'une journée de lutte internationale pour le droit des femmes, notamment pour réclamer le droit de vote qui leur est refusé dans bien des pays. Celle-ci a lieu pour la première fois en 1911 et rassemble des milliers de travailleuses à travers le monde. Des ouvrières du textile à Roubaix, en passant par celles qui travaillent dans les fabriques de Berlin... Opprimées en tant que femmes, exploitées en tant qu'ouvrières, les grévistes affirment alors qu'il n'y aura pas d'émancipation de la femme sans lutte contre le patron et les salaires de misères. Aujourd'hui, ce combat-là est encore à mener !

Lutter plus pour gagner plus

Une 50aine d'euros en plus sur nos salaires par mois à la fin des NAO, 50 euros de plus par an sur la prime transport, une prime d'intéressement à un peu plus de 500 euros. Tout ça ne va pas remplir nos assiettes ou nos réservoirs de voiture, mais ces quelques dizaines d'euros de plus par mois ont été obtenus grâce aux débrayages qui se sont multipliés ces dernières semaines sur différents sites de La Poste. La peur de la contagion de la colère a forcé le groupe à lâcher quelques miettes. Si on veut obtenir le plat de résistance, il va falloir que la colère s'exprime à une plus grande échelle encore.

Un poste de surveillance

Désormais, quand nos collègues chauffeurs extérieurs veulent aller aux toilettes, la direction demande qu'on les « accompagne ». Bientôt, il faudra peut-être suivre aussi ceux d'entre nous en intérim, puis les cdd et les cdi pour voir si nous faisons la petite ou la grosse commission ? A ce rythme, La poste ferait mieux d'embaucher, pour que chaque collègue puisse en surveiller un autre ...

Patrons mafieux

En 2019, La Poste prenait le contrôle de BRT, leader en Italie du colis. Cette filiale de La Poste a été attrapée par les autorités anti-mafia. Ainsi, La Poste sous traitait à des boîtes peu scrupuleuses, qui ne versaient aucune cotisation sociale et exploitaient sans droit des milliers de travailleurs. L'enquête a révélé que La Poste – donneur d'ordre – pratiquait le travail forcé (!) et a été condamnée par la justice italienne à l'amende record de 176 millions euros.

Rappelons la condamnation récente pour « devoir de vigilance » en France, La Poste employant pour trier et distribuer les colis dans ses filiales de travailleurs sans papiers, qui ne bénéficient d'aucun droit, ni du salaire minimum. Sous-traitance illégale, travail dissimulé, fraude fiscale et sociale, travail forcé : les méthodes de voyous du groupe La Poste se généralisent.

Des céréales et Netflix au menu ?

Manger des corn-flakes au dîner, c'est la brillante idée du PDG de Kellogg's pour faire face à l'inflation sur les produits alimentaires. Au grand jeu du mépris social, grands patrons et politiciens rivalisent d'inventivité. Comme Macron qui déclarait la semaine dernière que « les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine ». Il y en a qui méritent une bonne avoine...

Contre la vie chère, vive le partage

« On tire la langue comme tout le monde », gémit le couple de politiciens corrompus Isabelle et Patrick Balkany sur C8. Isabelle, qui prétend ne gagner « que » 4 000 euros par mois (ce qui la place déjà dans les 15 % de Français les mieux payés...), n'arriverait plus à payer les factures d'eau et de fioul de sa « grande maison ». On est prêts à partager ses dépenses... à condition de partager ses millions planqués en Suisse.

Guerre d'Ukraine : Macron récidive

Voici une quinzaine de jours, Macron envisageait l'envoi de troupes en Ukraine. S'il avait été félicité par toutes sortes de politiciens et de médias bellicistes, sa sortie avait fait un bide auprès de autres chefs d'État européens. Et voici qu'il récidive : selon Le Monde, il aurait déclaré, au cours d'un dîner, vers trois heures du matin : « Il va falloir que j'envoie des mecs à Odessa si ça continue ». Certains en ont déduit que Macron avait peut-être abusé du champagne millésimé de l'Élysée. Il n'en reste pas moins que ces propos va-t-en-guerre sont inquiétants. Roulements de mécaniques, menaces réelles ou propos d'ivrogne, ça en dit long sur le personnage qui a accès au bouton nucléaire...

**Toutes nos publications sur
site : nouveaupartianticapitaliste.fr
Youtube : [@Revolutionnaires_journal](https://www.youtube.com/@Revolutionnaires_journal)**